

SURESH KUMAR

Rédacteur en chef d'Africaindia.org ; ancien responsable et directeur du département des études africaines, université de Delhi

Je voudrais commencer en examinant la situation actuelle et future de l'Asie en termes de coopération dans le secteur agricole. L'Asie va devenir un importateur net de produits alimentaires d'ici 2030, avec la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan, qui deviendront tous des importateurs nets.

Le riz asiatique *Oryza sativa* a été apporté en Afrique il y a plus de 500 ans. En peu de temps, en raison de son haut potentiel de rendement, il a largement remplacé le riz africain indigène, *Oryza glaberrima*, qui y est cultivé depuis 3500 ans et qui est plus résistant aux conditions locales que l'*O. sativa*. Pour combiner les meilleures caractéristiques des espèces de riz asiatiques et africaines, le défi est de transformer le riz *O. sativa* à haut rendement mais sensible au stress. La Banque de développement africaine, le gouvernement du Japon et le Programme de développement des Nations unies ont financé ce projet majeur lors de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le Développement africain (TICAD-IV) en 2008. En utilisant les méthodes conventionnelles de la biologie ainsi que la biologie moléculaire, les scientifiques ont surmonté la stérilité des hybrides – le principal problème quand on croise des espèces. Ils ont également pu réduire la durée du processus d'hybridation de 5-7 ans à 2 ans et moins. Le fruit de ces efforts est le Nouveau riz d'Afrique (NERICA), qui présente plusieurs avantages par rapport aux variétés traditionnelles. NERICA n'est pas une seule variété, on a généré plusieurs centaines de familles. Enfin, NERICA est également devenue une marque déposée du Centre africain du Riz (AfricaRice) en 2004, en Guinée, Côte d'Ivoire et Ouganda. Au Mali, Togo, Nigéria, Congo Brazzaville, République démocratique du Congo et Kenya, de 5 000 à 10 000 hectares (par pays) sont dédiés à la production de NERICA, tandis que le groupe des pays produisant de 0 à 5000 hectares compte 14 membres.

Kenema, la ville principale de l'est de la Sierra Leone, était connue pour les diamants du sang mais elle se distingue maintenant par les projets chinois, la culture du riz et les installations d'irrigation. L'Inde et l'Afrique acceptent de collaborer sur la mise en œuvre du programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) concernant par exemple :

- des laboratoires de test pour les sols, l'eau et les tissus biologiques ;
- des centres scientifiques agricoles ; et
- des centres de production et démonstration de graines agricoles.

Contexte de construction du Partenariat Asie-Afrique

1. Chine

Depuis les années 1960, la Chine a construit le genre de grande ferme d'État qui symbolisait l'orientation socialiste du pays. Mais cette approche a été interrompue car un autre mode d'aide à l'agriculture était disponible par le biais du PAS de la Banque mondiale et de l'Europe. La recherche et la culture agricole en Chine sont fondées sur une main d'œuvre abondante mais il y a un manque de main d'œuvre locale en Afrique.

Le sommet du Forum sur la coopération Sino-Africaine pourrait maintenant utiliser des subventions à l'agriculture pour aider à combiner, obtenir et donner les semences. Les essais de graines hybrides en Afrique ont produit des résultats mitigés. La Chine et l'Afrique ont de bonnes perspectives avec le potentiel des petites et moyennes structures agricoles et l'utilisation de graines hybrides comme l'a recommandé la Corporation des fermes d'État agroalimentaires chinoises (CSFAC). Cela s'inscrit parfaitement dans la stratégie mondiale de Pékin pour l'industrie agroalimentaire. Le centre de planification agricole de Chine se concentre sur la technologie agricole et la culture de graine en Afrique, domaines dans lesquels la Chine peut être un concurrent sérieux sur le marché mondial.

La Banque de développement chinoise, la Banque chinoise EXIM et le ministère de l'Agriculture chinois ont encouragé cinq grandes entreprises publiques agricoles à obtenir des terres à l'étranger, y compris en Afrique, pour un usage agricole à grande échelle. Les Chinois louent des terres à l'année à des propriétaires africains.

2. Japon

Le Japon est le seul donateur conventionnel non-occidental et il connaît très bien les expériences de développement en Asie Orientale. La Fongibilité du Japon est à l'origine un terme légal signifiant « substituabilité ». La fongibilité signifie que la valeur d'une unité de marchandise est équivalente à autre chose, et que donc la première est substituable à la seconde, et que chacune garde sa valeur même après la substitution.

Enfin, dans les années 90, la fongibilité a été remise à l'ordre du jour en raison des changements drastiques intervenus dans les relations concernant l'aide fournie par les donateurs aux receveurs à faibles revenus. À la fin de la Guerre Froide, l'intérêt stratégique des donateurs à aider l'Afrique et d'autres pays à faibles revenus a rapidement diminué. En réponse, la communauté internationale d'assistance s'est trouvée obligée de redéfinir la signification de l'aide. Elle devait convaincre les décisionnaires politiques et les contribuables de l'efficacité de l'aide pour le développement des pays pauvres, et que cette efficacité était la raison d'être de l'aide internationale. L'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) en Afrique travaille dans différents secteurs, dont le secteur agricole.

3. Inde

Le Département d'éducation et de recherche agricole (DARE) indien a été fondé au sein du ministère de l'Agriculture en décembre 1973. DARE assure les liaisons gouvernementales nécessaires pour le Conseil indien de recherche agricole (ICAR), la première organisation de recherche qui coordonne, guide et gère la recherche et l'éducation en agriculture, y compris l'horticulture, la pêche et les sciences animales, dans tout le pays. L'Institut indo-africain d'agriculture et de développement rural a également reçu la tâche de mettre en place l'Université des sciences de la vie et de la terre à Ibadan, au Nigéria. Les détails des programmes sont déjà disponibles en Powerpoint.

Dans quels domaines particuliers du développement agricole les deux continents doivent-ils forger des liens dynamiques ?

Les parties intéressées devraient travailler à l'approvisionnement en eau depuis différentes sources et à la préparation de la terre pour l'agriculture avec un système de gestion de l'eau. Il y a de plus en plus d'opportunités pour les investisseurs intéressés par l'agroalimentaire dans les domaines suivants :

1. Introduire des technologies simples et innovantes comme les cultures résistantes à la sécheresse, les graines de haute qualité, les engrais, etc. qui pourront augmenter les revenus des petits fermiers.
2. Traiter les ressources par des méthodes de la chaîne de valorisation et des interventions qui vont augmenter la productivité.
3. Fournir des infrastructures et des services de mécanisation aux fermes.
4. Former les fermiers et les personnels des fermes dans d'autres activités connexes.

Comment les investisseurs asiatiques et africains de l'agroalimentaire peuvent-ils améliorer leurs actions ?

Les principaux produits exportés de l'Afrique vers l'Inde sont des matières premières qui doivent encore être traités après leur arrivée dans le pays. Traiter en Afrique permettrait d'augmenter le revenu des fermiers africains. Cela permettrait également que les produits entrent sur le marché asiatique à un échelon plus élevé sur la chaîne de valeur. Le Programme d'assistance technique du coton (C-TAP) du gouvernement indien bénéficie au Nigéria, Ouganda, Bénin, Malawi, Burkina Faso et Tchad. L'Inde a formé plus de 600 scientifiques, techniciens et agents instructeurs et offert un renforcement des capacités à plus de 2500 fermiers.

Comment les acteurs asiatiques peuvent-ils améliorer leur assistance aux partenaires africains en adaptant et adoptant les stratégies qui accroissent la production et la productivité agricole ?

L'expérience passée du modèle de développement de la Chine a été expliquée en ces termes par un fermier africain « si les gens nous voient travailler ici et bien travailler, ils vont copier. Je suis fier qu'ils viennent et observent mon propre marais (rizière). » Mais, tout comme la Banque mondiale, qui d'après ses propres comptes essuie un grave taux d'échec de 50 % pour ses projets de développement rural en Afrique, les Chinois ne pouvaient pas garantir que cela durerait après leur départ. Les centres de démonstration agricole chinois existent toujours au Mozambique, au Liberia et au Sénégal et les entreprises chinoises qui, soit utilisent de la main d'œuvre chinoise, soit sous-traitent leurs opérations ou leurs cultures, ne sont pas les bienvenues auprès des populations africaines.

L'expérience de l'Inde en Asie sert de modèle pour les acteurs asiatiques :

- ✓ L'expérience de l'Inde en termes d'éducation agricole a beaucoup à offrir à l'Afrique.
- ✓ Avec 99 instituts ICAR et 66 universités agricoles établies à travers tout le pays, c'est un des plus grands systèmes nationaux de recherche agricole au monde.
- ✓ L'e-réseau panafricain offre un moyen d'échanges des savoirs unique.

- ✓ On compte 10 centres de formation professionnelle au Burkina Faso, Burundi, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Libye, Mozambique, Rwanda et Zimbabwe.

Comment l'investissement asiatique grandissant en Afrique peut-il être structuré pour maximiser les bénéfices en termes de : développement du capital humain pour l'Afrique, développement des technologies agricoles et transfert de compétences et de technologies vers les fermiers africains ?

Il y a une crainte que les ouvriers chinois ne transforment les propriétaires et leurs ouvriers en travailleurs locataires et les exploitent de la même façon que les ouvriers chinois. Xu Guoli, haut fonctionnaire au Ministère de l'Agriculture, a dit « il n'est pas réaliste de faire pousser des graines à l'étranger, en particulier en Afrique. Il y a tellement de gens qui meurent de faim en Afrique, peut-on renvoyer les graines vers la Chine ? » Les performances du développement en Afrique sont devenues lamentables, malgré les effets attendus du PAS et l'arrivée massive d'aide étrangère. Les donateurs japonais s'interrogent sur les facteurs qui empêchent la transformation d'un plus gros volume d'aide en un meilleur résultat de développement. On a mis en cause la fongibilité comme facteur majeur dans ce contexte. On dit souvent que les ambassades japonaises ou les bureaux de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) en Afrique se contentent d'envoyer des fonctionnaires aux réunions, qui restent silencieux et ne s'impliquent pas efficacement dans les concertations et les discussions sur la formulation, la mise en œuvre et la surveillance des stratégies de réduction de la pauvreté (PRS). Le programme de renforcement des capacités de l'Inde se concentre sur le développement du capital humain en Afrique :

- ✓ De nombreuses entreprises IT indiennes, comme NIIT ou Wipro, ont des intérêts dans le marché IT africain.
- ✓ Le Rwanda accueille des investissements dans ce secteur dans un effort pour passer d'une économie agricole à bas revenus à une économie fondée sur les services et le savoir.
- ✓ Avec de forts taux de scolarisation en primaire, l'Éthiopie est une plateforme mure pour des investissements dans des universités et des collèges agricoles. Elle attire des étudiants transfrontaliers (Somalie et Soudan). Par conséquent, le secteur éducatif en Afrique mérite une attention spéciale des investisseurs indiens et attirera du développement de capital humain.
- ✓ Le gouvernement marocain va louer 600 000 hectares de terre à des investisseurs locaux et étrangers dans le secteur agricole. La priorité est donnée aux investisseurs étrangers qui fourniront du développement de compétence et de la formation RH.

Développement des technologies agricoles

L'Afrique possède énormément de terres et comparativement peu de population. Avec une densité de 36 habitants au kilomètre carré, l'Afrique est loin derrière l'Europe (120 dans l'Union européenne), l'Asie orientale (également 120) et l'Asie du sud (342). L'Afrique est riche en terres et pauvre en compétences comparée à d'autres régions, elle possède donc un fort taux de surface par compétence. Si l'on compare les régions sur une longue période, on voit que les pays avec un fort taux de surface par compétence ont tendance à exporter principalement des matières premières. L'Afrique n'atteindra sans doute jamais les taux de l'Asie ou de l'Europe. Elle a besoin de mécaniser toute son agriculture depuis le tracteur jusqu'aux autres matériels. Comme nous savons que la plupart des États africains ne possèdent pas d'installations modernes de réfrigération, c'est une exigence de base pour le développement des fermes. Le mode d'investissement en PPP (partenariat public-privé) peut être la solution pour apporter la technologie agricole nécessaire au développement du secteur agricole. Les investisseurs privés achètent des terres pour le développement de fermes en Afrique dans un but agricole (70-30, 75 :25). Les gouvernements africains devraient adopter une méthode pour évaluer la quantité de nourriture produite requise pour les marchés locaux par rapport à celle destinée à l'export. Parallèlement, une méthode similaire devrait être utilisée pour les activités agro-industrielles. Ces mesures aideront au développement d'une compréhension mutuelle parmi les PPP dans les technologies de développement agricole et les transferts de technologie.

Transfert de compétences et de technologie aux fermiers africains

Il faut utiliser les technologies appropriées aux besoins des populations. L'Inde croit fermement que la technologie devrait être accessible à tous. Elle mène une campagne pour réécrire le droit à la propriété intellectuelle (DPI) en faveur des pays en développement afin de renforcer leurs finances et leur création de capacité. L'Inde respecte l'ajout de valeur dans l'exploration, et l'assistance dans la mise en place des différents secteurs, et elle s'est engagée à être partenaire de l'Afrique pour développer ses capacités selon ses besoins en analyse politique, planification et formation dans le secteur agricole. La formation adaptée des populations locales en Afrique dope le processus de transfert de compétence vers ces populations.

Comment ce partenariat peut-il aider l'agriculture africaine à atteindre une croissance durable par la diversification des produits, la valeur ajoutée et un meilleur accès au marché ?

L'industrie agro-alimentaire d'Afrique a besoin d'une mécanisation des fermes qui facilitera l'augmentation de la productivité. L'essor de la productivité dans l'agriculture est le seul moyen d'initier la diversification des produits par l'agro-industrie en Afrique. Il faut garder à l'esprit qu'une fois qu'on atteindra une surproduction alimentaire en Afrique, l'agro-industrie recevra l'apport des matières premières pour diversifier sa production alimentaire, travailler sur la valeur ajoutée et pourvoir aux besoins des villes aussi bien que des campagnes. La Chine, le Japon et l'Inde ont des approches différentes de la mécanisation des fermes. La politique de la Chine en la matière est que les parties intéressées paient un loyer annuel aux propriétaires africains. Le problème ici est que les entreprises chinoises paient les loyers au gouvernement et ils vont ensuite aux comités de propriétaires et enfin au propriétaire lui-même. Au final, l'agriculteur africain perd patience.

Après 1990 on a reparlé de la fongibilité du Japon suite à des changements radicaux dans les relations d'aide entre les donneurs et les bénéficiaires africains. L'intérêt stratégique des donateurs à aider l'Afrique et d'autres pays à faibles revenus s'est rapidement essouffé. En réponse, la communauté de l'aide internationale s'est trouvée obligée de redéfinir la signification de l'aide. Elle devait convaincre les décideurs politiques et les contribuables de l'efficacité de l'aide pour le développement des pays pauvres et de cette efficacité comme raison d'être de l'aide internationale. Il faut un examen minutieux pour comprendre les causes de la faiblesse et du retard de l'engagement du Japon dans des actions en faveur de l'allègement de la dette des Pays pauvres très endettés (PPT) et les Stratégies de réduction de la pauvreté / Soutien général du budget (SRP / SGB). D'abord, l'engagement faible et différé peut être expliqué par le manque de compréhension des fonctionnaires et responsables de l'aide dans l'administration d'Assistance Officielle au Développement (AOD) du Japon. Les responsables politiques ne disposent pas encore d'un institut de recherche à part entière pour le développement de l'aide depuis 2008. En outre, dans une certaine mesure, le Japon n'a pas eu d'interactions avec les donneurs occidentaux, en partie à cause des problèmes de langage, de culture et de géographie.

Environ 80 entreprises indiennes ont investi collectivement 2,3 milliards de dollars. Le développement et le partenariat multiple de l'Inde vont couvrir des projets d'autosuffisance pour éviter d'énormes dettes, produire de l'ajout de valeur, permettre un meilleur accès aux marchés et renforcer le développement économique. La participation de l'Inde et de l'Afrique dans l'élaboration de solutions concrètes est essentielle pour mettre en œuvre les politiques qui assureront une Afrique sans dettes et un développement durable.

Qu'est-ce qui est déjà mis en place ? Différents partenariats Asie-Afrique dans les domaines des technologies et de l'expertise pour la croissance agricole, la sécurité alimentaire et le développement rural.

La dichotomie du Japon et de ses parties prenantes est clairement visible dans le développement du secteur agricole. L'investissement de la Chine est plus évident dans les activités d'infrastructure que dans le renforcement de capacité du secteur agricole. Les méthodes de l'Inde pour assurer la croissance agricole, la sécurité alimentaire et le développement rural sont expliquées ici.

Expertise pour la croissance agricole

La Corporation Agroalimentaire des Fermes d'État Chinoises (CSFAC), l'Agence internationale de coopération japonaise (JICA), Le Conseil indien de la recherche agricole (ICAR), l'Institut de recherche internationale sur les cultures pour tropiques semi-arides (ICRISAT) et le Groupe international de consultation sur l'agriculture (ICAG) travaillent selon différentes approches de la croissance agricole. Les entreprises asiatiques disposent d'un vaste de champs de possibilité dans la construction de liens pour le futur comme des contrats d'exploitation pour aider le secteur agricole en Afrique à relier les chaînes d'approvisionnement agricoles avec les usines de traitement ou le circuit de vente au détail.

Pays asiatiques qui jouent un rôle très important dans le soutien de l'agriculture dans différents pays africains.

Si le Japon pouvait améliorer sa capacité intellectuelle et sa volonté politique, il pourrait transformer son défi en opportunité. En tant que voisin de la Chine et proche partenaire économique, le Japon peut comprendre les forces et faiblesses de la Chine comme donateur émergent. Le Japon comprend l'impact exogène du développement économique et de la démocratisation politique par le biais du démantèlement du néopatrimonialisme. Ce processus peut mourir dans l'œuf s'il n'est pas soutenu par des efforts provenant des pays développés. Seuls les États et les

populations des pays en développement devraient prendre l'initiative dans ce processus. On devrait le définir comme un effort personnel essentiel et nécessaire pour le développement. Les propres expériences du Japon et sa philosophie pourraient aider l'Occident et le non-Occident de façon plus efficace.

L'IDE indien dans le secteur agricole est vital pour l'agriculture et les infrastructures agricoles. Les institutions indiennes de recherche scientifique et agricole ont aidé environ 5000 entrepreneurs à développer leurs idées d'entreprises dans les pays africains. 80 entreprises agricoles indiennes ont investi 1,5 milliard de livres en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, au Sénégal et au Mozambique et 500 millions de livres ont été prêtées par le gouvernement indien à ces entreprises. Déjà 2,5 milliards ont été investis par les entreprises indiennes dans le seul secteur de l'agriculture africaine, ce qui a également amélioré les PPP entre le gouvernement et les entreprises agricoles indiennes. L'approche régionale africaine donnera aux États membres de plus grandes opportunités d'attirer les investissements étrangers. Le processus de création d'une zone de libre-échange incorporant la communauté africaine, le marché commun pour l'Est et le Sud de l'Afrique, et la Communauté de développement d'Afrique australe est en cours, regroupant presque 600 millions d'habitants au sein d'un marché unique. Un tel développement aura d'importantes conséquences sur les échanges économiques entre l'Afrique et l'Inde.

Quels sont les résultats principaux de la révolution verte indienne qui doivent être partagés avec les pays africains ?

La révolution verte de l'Inde est partagée avec les pays africains selon le modèle PPP.

- A. les technologies pour les petits fermiers dans l'Afrique sub-saharienne
- B. L'ICRISAT dont les bureaux sont à Hyderabad a signé un mémorandum de compréhension avec le Centre de recherche européen sur le marché (EMRC).
- C. l'ICRISAT a lancé un projet de 18 millions de dollars pour les petits fermiers des zones arides pour augmenter la sécurité alimentaire en Afrique.
- D. Le projet HOPE de l'ICRISAT fait profiter d'opportunités pour l'amélioration de la productivité du sorgho et du millet dans 10 pays d'Afrique subsaharienne.

L'Afrique a besoin de systèmes d'irrigation et de techniques de gestion de l'eau en provenance d'Inde. La nécessité de formation pour le Développement des ressources humaines africaine (HRD) va aider à l'installation de pompes qui vont changer les modèles de production en agriculture. Les opportunités pour les investisseurs indiens dans le secteur agricole dans cette région sont l'amélioration des technologies des graines, l'irrigation, les techniques et instruments scientifiques, et les infrastructures pour renforcer la sécurité alimentaire. Les pays africains peuvent bénéficier de l'expertise des Indiens travaillant dans les différents instituts de recherche dans les domaines de gestion et de récupération de l'eau pour renforcer leur agriculture existante. L'implantation de la révolution verte en Afrique requiert la coopération triangulaire des fermiers, des investisseurs privés et des milieux universitaires africains. Les projets agricoles fondés sur le PPP écartent facilement l'idée de production des aliments de première nécessité et prétendent qu'elles ne sont pas « importantes ni financièrement ni scientifiquement et ne peuvent participer à la révolution verte en Afrique. »

J'ai déjà soulevé le fait que le partage du produit total doit être établi selon un ratio de 70/30 ou 75/25 ou 85/15, où 70 % doivent être réservés à l'export et à l'industrie et seulement 30 % à la consommation domestique afin de réussir la révolution verte en Afrique. Le programme CAADP pour la révolution verte est pris au sérieux par l'Inde et ses investisseurs privés. La coopération des organisations régionales facilite un développement cohérent de l'agriculture africaine. L'infrastructure juridique autour des droits à la propriété et des titres fonciers sont les prérogatives des gouvernements nationaux en Afrique.

Voici des suggestions pour renforcer l'idée d'une révolution verte en Afrique :

Si l'on veut réussir à mettre en place un cadre de coopération à long terme pour le développement en Afrique, le régime d'aide pour la réduction de la pauvreté doit intégrer la Chine et d'autres donateurs émergents d'Asie, et il doit être fondé sur un respect bien plus grand des efforts propres de l'Afrique. Le Japon est dans une position de pivot qui pourrait consolider tous les investisseurs importants dans le nouveau cadre de partenariat. La philosophie d'auto-assistance du Japon lui permet de comprendre et de croire que les peuples africains peuvent décider par eux-mêmes de leur voie de développement et de démocratisation. Les Africains doivent convaincre de la nécessité d'un marché intra-africain qui servirait les besoins de chacun. La mobilisation des ressources doit se faire depuis les marchés domestiques, régionaux et internationaux. Les gouvernements africains doivent s'engager à augmenter les allocations budgétaires pour le secteur agricole afin d'orienter positivement la croissance économique. Les dirigeants africains

doivent exiger des engagements de toutes les parties prenantes pour la formation adéquate en DRH y compris le travail spécialisé dans le secteur agricole d'un côté et travailler au transfert des technologies de l'autre.

1. Les engagements de toutes les parties prenantes pour la formation adéquate en DRH y compris le travail spécialisé dans le secteur agricole et le transfert des technologies
2. Besoin d'introduire plus de terres agricoles et d'application S&T en Afrique.
3. Nécessité d'encourager l'agriculture coopérative selon le système de terres collectives, ce qui aidera à l'utilisation de matériel agricole moderne en Afrique.
4. Encourager les fermiers africains à intégrer des programmes d'éducation agricole, des programmes d'alphabétisation. L'expansion agricole est un thème important des universités agricoles dans le monde entier, qui aidera le système éducatif agricole en Afrique à se renforcer dans les zones rurales.
5. Les fermes laitières, de volailles, les porcheries, les fermes piscicoles, la sériciculture, l'horticulture, la floriculture et la culture de crevettes devraient être introduites en Afrique comme ressources alimentaires alternatives.
6. Encourager et aider la jeunesse africaine à se former en sciences agricoles et à développer les technologies selon les besoins locaux.
7. Ouvrir des banques coopératives rurales pour renforcer la microfinance et les SHG.
8. Des programmes d'éducation sur l'importance de planter des arbres/plantes et de promotion de la préservation des sols doivent être diffusés sur les chaînes de télévision nationales et toutes les chaînes de radio y compris les stations FM en langue régionale.
9. Les gouvernements africains devraient adopter des programmes tels que *nourriture contre travail* et *argent contre travail* dans l'agriculture et les secteurs associés.
10. Le produit agricole devrait respecter le ratio 70/30 pour réussir la révolution verte en Afrique.